



Déclaration liminaire Unsa Education

CTSD du Mercredi 02 Février 2022

(Visio-conférence)

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Mesdames et Messieurs les membres de ce CTSD,

Ce CTSD va se prononcer sur la carte scolaire proposée pour la rentrée prochaine. Le contexte est encore particulier, car il intervient dans une crise sanitaire qui dure... et à un moment où le mécontentement et la tension sont forts dans le pays et en particulier dans l'Education Nationale.

Car il nous faut rester réalistes : la mobilisation exceptionnelle du 13 Janvier dernier n'est pas juste un réflexe épidermique lié à un énième protocole sanitaire lourd, annoncé encore une fois dans les médias et avec un délai de mise en œuvre inexistant.

Non, cette mobilisation est aussi liée au résultat d'années de mise en œuvre de réformes, sans réelle concertation ni prise en compte des remontées et des alertes cependant lancées par les représentants des personnels, de la dégradation des instances de dialogue social, des conditions de travail des personnels à qui on demande toujours plus avec toujours moins...

Cette « crise sanitaire » n'a pas créé la situation dégradée dans laquelle nous travaillons. Elle l'a mise de façon criante en évidence face à l'ensemble de la population. Elle relève donc bien des choix politiques successifs et pas uniquement d'une situation sanitaire inédite face à laquelle nous avons tous dû nous réinventer pour résister et maintenir le cap qui nous était imposé « coûte que coûte » !

Car avant cette crise, nous exercions déjà de manière dégradée, sous administrée, avec des moyens humains bien en dessous de nos besoins et en tous cas sans commune mesure avec les ambitions affichées et actées par notre Ministre.

Enseignants, personnels administratifs, de santé, de service social, de direction, d'inspection, de techniciens, de psychologues, d'AESH... tous nos métiers sont touchés... Vous ne manquez pas d'ailleurs de le constater M. l'Inspecteur d'académie au travers de la difficulté à recruter des contractuels dans notre département.

Car non ! il ne suffit pas de répéter « attractivité » plusieurs fois, comme une incantation magique pour que des gens, par milliers, se lancent dans les concours ou répondent en masse à des offres d'emploi !

Il est inutile de dépenser des centaines de milliers d'euros pour demander à des gens de « réfléchir à des pistes de réflexion » sur l'avenir de notre profession. Les réflexions, nous les avons déjà ! Ce qu'il nous faut maintenant ce sont des actes... A commencer (même si ce n'est pas le seul critère) par une politique salariale digne.

Aujourd'hui, en 2022, on trouve de plus en plus de personnels à la recherche de « petits boulots » pour améliorer les fins de mois que l'inflation, le gel immuable du point d'indice et l'explosion des prix de l'énergie rendent difficiles.

Mais... je le disais, l'argent n'est pas la seule cause du grand désarroi dans nos métiers.

On pourrait à nouveau parler de la mise en œuvre du « nouveau dialogue social » suite à la nouvelle loi de la transformation de la fonction publique ... quand les personnels ont l'impression de ne plus être écoutés, de ne plus être considérés et que les exigences se multiplient sans concertation et sans prise en compte de leur situation sur le terrain...alors l'exaspération grandit... et elle grandit très vite !

Il aura fallu cette énorme mobilisation de Janvier, inédite par son ampleur et par le nombre de métiers de l'Education qu'elle a rassemblés et surtout... l'implication personnelle de notre Premier Ministre pour avoir enfin des débuts de réponses à des demandes

portées depuis près de 2 ans...demandes sans cesse esquivées par notre Ministre M. BLANQUER.

2 ans !...

Au bout de 2 ans, nous commençons à recevoir régulièrement dans nos écoles et établissements du matériel pour lutter contre cette pandémie.

Au bout de 2 ans, nous voyons notre administration sur les dents pour tenter de recruter en urgence des personnels afin de pallier aux manques créés par des choix ministériels uniquement comptables.

Au bout de 2 ans nous assistons à une petite prise de conscience que le dialogue social est une nécessité pour la qualité de notre service public.

Dans ce contexte, l'épuisement physique et psychologique des personnels, que nous portons régulièrement à votre connaissance, s'est gravement accentué et il est urgent de donner des contreparties à l'engagement et l'implication sans faille dont nos collègues font preuve depuis le début de la crise. Le désarroi des collègues est criant : plus d'horaire, plus de week-end, plus de réelles vacances...on gère la crise, tout le temps... encore et toujours... sans répit.

OUI, cette situation est inédite et particulière, complexe et compliquée.

OUI, notre fonctionnement est encore plus dégradé...

Les exigences de l'institution doivent impérativement en tenir compte.

Ne retombons pas dans les erreurs de 2020 où la « reconnaissance » du travail supplémentaire des enseignants avait d'abord été réduite au seul critère des gardes d'enfants de personnels soignants, avant de se limiter ensuite à un nombre de journées minimum.

L'implication de nos collègues, vous le savez bien, va bien au-delà. C'est une reconnaissance générale et appuyée que tous nos

collègues attendent et ce légitimement... la profession attend du concret et c'est urgent !

Tout en vous remerciant, M. l'inspecteur d'Académie d'avoir convoqué rapidement la réunion de « crise sanitaire » ce lundi, je terminerai sur l'objet précis de ce CTSD pour lequel vous nous avez donné vos lignes directrices lors du GT la semaine dernière.

Certes, notre perte d'élèves est importante, mais les demandes ministérielles sont nombreuses... et beaucoup de choses sont à construire ou à reconstruire (je fais ici référence à la brigade de remplacement REP+...).

Nous ne pouvons donc à l'Unsa Education nous empêcher de penser que les moyens, ces 31 ETP, ne seront pas à la hauteur des ambitions et des besoins et nous serons très attentifs sur les impacts que pourraient engendrer certaines mesures portées par le ministère sur les « autres » classes et donc les autres collègues par ricochet, sur la qualité des enseignements et sur la qualité de vie au travail.

Des fermetures trop proches des seuils notamment pourraient engendrer ici et là des explosions d'effectifs dans les autres niveaux de l'école et cela ne peut être acceptable face à l'augmentation incessante des exigences ministérielles.

Je vous remercie de votre attention.

Pour l'Unsa Education,

Sylvie CARON,

Représentante Titulaire Unsa Education au CTSD 69.